
Courrier



International

Traduction de *Correo Internacional*, n°116-A -
Octobre 2005

Publication de la LIT-QI



Bush hors de l'Amérique Latine !

Du 1^o au 5 novembre aura lieu à Mar del Plata, en Argentine, le Sommet des Amériques, sommet auquel participeront les présidents des pays du continent, entre autres, l'américain George W. Bush. Selon les sources officielles, ce sommet aurait comme objectif de "*trouver de nouvelles voies afin de réduire la pauvreté et l'injustice sociale*". Il s'agit en réalité pour le chef de l'impérialisme de "passer en revue" ses "vice-rois" afin de faire un état des lieux de leurs respectifs "domaines". Pour rejeter la visite de Bush, plusieurs activités contre le Sommet des Peuples ont été programmées à Mar del Plata. La CTA (Centrale des Travailleurs Argentins) a lancé un appel à la mobilisation avec arrêt de travail le 4 novembre. La *Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale* (LIT-QI) appelle à participer à ces activités et à se joindre massivement à la mobilisation du 4 novembre pour répudier la visite de Bush en Amérique Latine

Bush hors de l'Amérique Latine !

Bush et l'impérialisme yankee sont l'objet d'une haine profonde des travailleurs et des peuples d'Amérique Latine. Ceux-ci les identifient, tout à fait correctement, comme les responsables du pillage des richesses nationales, de la pauvreté et de la misère qui en découle, ainsi que de la répression que les peuples subissent quand ils se révoltent contre cet état de choses.

Le pillage des richesses du continent latino-américain emprunte des voies variées :

* **Le paiement de la dette extérieure**, auquel sont attribuées des quantités croissantes de fonds qui, dans bien des cas, sont garantis par la loi – c'est le cas en Argentine et au Brésil, où des lois fixent les pourcentages du PIB destinés au paiement de la dette - ou par des lois qui assurent d'y consacrer une partie importante des recettes des exportations – c'est le cas en Equateur avec le pétrole par exemple -. Tout cela est contrôlé par des "missions" et des bureaux permanents du FMI, véritable "quatrième pouvoir" dans tous les pays d'Amérique Latine. On pourrait dire en réalité du FMI que c'est le " premier pouvoir " puisque c'est lui qui est à l'origine de toutes les décisions économiques et financières.

* **Les profits récoltés directement par les entreprises et les banques impérialistes** qui, ces dernières années, en pleine période d'expansion économique, ont atteint des niveaux inouïs. La plupart de ces profits ne sont pas réinvestis en Amérique Latine mais sont détournés vers les sièges des multinationales dans les pays impérialistes.

* **Le pillage des matières premières et des ressources naturelles**, qui s'est accentué ces dernières années, avec la surexploitation des sols, liée à *l'agrobusiness* - cultures du soja, par exemple, destinées au marché mondial - ou bien, avec l'extraction des minéraux, du pétrole et du gaz. Pour légaliser ce pillage, sont mis en place des accords (comme le ZLEA et les TLC), qui "libéralisent" le commerce sur le continent, et des plans de développement d'infrastructures formant une sorte de "couloir" de ressources dont la destination finale est le Sud des Etats-Unis (avec le Plan Puebla Panama par exemple et L'Initiative pour l'Intégration Régionale Sud-américaine).

C'est de cette manière que l'impérialisme s'approprie des richesses et des fonds qui devraient servir à augmenter les salaires, à préserver et à améliorer les services publics de santé et éducation, à effectuer les investissements nécessaires à la modernisation du pays, etc. C'est pourquoi, même les pays du continent dont l'indice de développement est plus élevé, comme le Brésil, le Mexique ou l'Argentine, présentent des taux extrêmes de pauvreté, de misère et de chômage.

La guerre des hydrocarbures

En ce qui concerne les ressources naturelles, la question du pétrole et du gaz est devenue centrale. L'impérialisme fait tout pour s'arroger le contrôle absolu de l'exploitation des hydrocarbures et des sources d'énergie. Pour les Etats-Unis, il s'agit d'un problème stratégique et d'extrême urgence, étant donné que l'économie américaine dépend profondément de l'importation sur ce point (l'importation représente en effet 60% des hydrocarbures consommés). D'ici à quelques années, les réserves américaines de pétrole seront épuisées et la plupart des analystes considèrent que, si le niveau actuel de consommation se maintient, les Etats-Unis s'orientent, à court terme, vers une crise énergétique et une crise d'approvisionnement interne en hydrocarbures.

C'est pourquoi les Américains doivent à n'importe quel prix garantir leur approvisionnement, si besoin est, en utilisant des méthodes impérialistes de domination coloniale. C'est l'un des facteurs qui a déterminé le déclenchement de l'invasion en Irak. Cela explique aussi en grande partie la politique américaine en Amérique Latine, considérée comme la chasse gardée des Etats-Unis et qui leur fournit 24% des hydrocarbures consommés. C'est la raison profonde qui explique la privatisation d'entreprises pétrolières étatiques (comme YPF en Argentine), la fin du monopole d'autres entreprises étatiques (comme Petrobras ou PDVSA) et le bradage de zones entières, avec leurs réserves, à des entreprises étrangères, sur tout le continent.

Mais les peuples d'Amérique Latine ne se sont pas laissés faire et ils luttent de manière permanente. On peut citer de nombreux exemples : les travailleurs et le peuple boliviens, ont été à la tête de processus révolutionnaires qui ont renversé les gouvernements de Sánchez de Lozada et de Carlos Mesa, et ont ainsi exigé la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures ; les habitants et les travailleurs pétroliers de Sucumbios et d'Orellana (en Amazonie équatorienne) sont entrés en grève contre l'Occidental Petroleum ; les chômeurs et les travailleurs pétroliers argentins ont lutté contre Repsol et ses sous-traitants, et exigé la reconstruction de l'YPF étatique - en Patagonie notamment, une importante grève a été menée pour exiger l'augmentation des salaires; au Brésil, de nombreuses luttes ont eu lieu pour s'opposer au bradage de nouvelles zones d'exploitation à des compagnies privées et pour exiger un retour du monopole intérieur d'exploitation au faveur de la Petrobras.

Toutes ces luttes s'inscrivent dans le contexte d'une véritable "guerre des hydrocarbures" menée dans tout le continent, contre l'impérialisme et les bourgeoisies nationales. La journée continentale pour la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures, le 17 octobre, a été une des batailles livrées.

Pour la Seconde Indépendance de l'Amérique Latine

Les travailleurs et les peuples d'Amérique Latine ont montré, tout au long de leur histoire et encore plus lors de ces dernières années, qu'ils ne sont pas disposés à accepter passivement un destin d'esclaves ou de vassal colonial. C'est ce que l'on voit avec les luttes ouvrières et populaires qui agitent le continent et, plus particulièrement, avec les processus révolutionnaires qui

ont renversé des présidents en Bolivie, en Equateur et en Argentine, ou encore avec la défaite du putsch pro-impérialiste au Venezuela.

Toutefois, malgré la disposition et la capacité de lutte des masses, ces processus ne sont pas parvenus à renverser la domination presque coloniale que l'impérialisme yankee exerce en Amérique Latine. Que ce soit par l'illusion des élections ou par une "alternance institutionnelle", la "démocratie coloniale" est parvenue à mettre en place de nouveaux gouvernements fantoches et à maintenir sa domination.

Sans écouter le chant des sirènes des bourgeoisies nationales, qui défendent l'idée qu'en entretenant de "bonnes relations" avec l'impérialisme, on pourra diminuer la pauvreté – illusion relayée de manière regrettable par une grande partie de la gauche, qui propose d'avoir confiance en cette "démocratie coloniale" - la LIT-QI appelle à rompre ces entraves.

En premier lieu, il faut **unir toutes les luttes dans un grand combat continental contre l'impérialisme**, afin de consolider et renforcer ces luttes. En ce sens, les mobilisations et les manifestations qui ont eu lieu dans plusieurs pays pour exiger la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures constituent de petites mais précieuses expériences. Deuxièmement, les bourgeoisies nationales ne font pas autre chose que se soumettre à l'impérialisme yankee. C'est pourquoi, on ne pourra obtenir **la seconde indépendance de l'Amérique Latine qu'en se débarrassant définitivement de l'impérialisme**, quand la lutte des travailleurs et des peuples avancera vers **une révolution ouvrière et socialiste continentale**.

Bush et l'impérialisme sont en train de s'affaiblir face à la résistance héroïque du peuple irakien et ils commencent aussi à épouvanter des problèmes sérieux "chez eux" (voir l'article). C'est le bon moment pour redoubler notre propre lutte.

Nos propositions

Pour toutes ces raisons, la LIT-QI appelle en première lieu à la mobilisation, la plus vaste et unitaire possible, le 4 novembre à Mar del Plata en Argentine, contre la présence du président américain et pour répudier sa visite. La manifestation de 30.000 personnes en octobre, dans cette même ville, lors de la Rencontre Nationale des Femmes, où l'un des mots d'ordre a été le rejet de la visite du président américain, constitue un excellent précédent. C'est pourquoi, plus que jamais : **Bush hors de l'Amérique Latine !**

Nous appelons ensuite à continuer la lutte contre le pillage impérialiste et contre les outils économiques et légaux qui le soutiennent. **Non au paiement de la dette extérieure ! Rupture immédiate avec le FMI ! Non au ZLEA et aux TLCs! Nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures !**

Il est indispensable de combattre aussi le dispositif militaire que l'impérialisme et les gouvernements nationaux sont en train de monter pour réprimer les peuples d'Amérique Latine. **Les bases militaires yankees hors de l'Amérique Latine ! Troupes impérialistes hors d'Haïti ! Non aux exercices militaires conjoints !**

Mais l'impérialisme ne pourrait pas dominer le continent sans l'aide des "vice-rois" comme Uribe, Lagos, Lula, Kirchner, etc. qui, grâce à leur politique, assurent sa domination. **Non aux gouvernements pro-impérialistes ! Combattons leur politique de pillage et de bradage !**

Finalement, comme nous l'avons dit, nous sommes convaincus que la lutte de fond doit être d'expulser définitivement l'impérialisme du continent, pour construire de nouveaux Etats au service des travailleurs et des peuples. **Pour la seconde indépendance, celle-là définitive ! Pour une fédération latino-américaine de républiques socialistes !**

Ligue Internationale des travailleurs Quatrième Internationale

Novembre 2005

Les Vice-rois

L'impérialisme n'est pas seul responsable de la réalité que vivent les pays d'Amérique Latine. Sa domination s'exerce par le truchement de gouvernements nationaux qui agissent comme de véritables "vice-rois" de l'empire. Ce sont ces gouvernements qui payent la dette extérieure, qui en garantissent le paiement par des lois, et qui se soumettent aux plans du FMI. Ce sont eux qui privatisent les entreprises étatiques et bradent les ressources naturelles. Ce sont eux qui attaquent le salaire et les droits du travail et qui, finalement, répriment les luttes ouvrières et populaires et "criminalisent" la protestation sociale. Nous pouvons donc affirmer que dans l'immense majorité des pays de l'Amérique Latine il y a aujourd'hui des régimes et des gouvernements de "démocratie coloniale" destinée à perpétuer cette situation.

Beaucoup de ces gouvernements, comme ceux de Menem et de la Rúa en Argentine, de Fernando Henrique Cardoso au Brésil, de González Sánchez de Losada en Bolivie ou de Battlle en Uruguay, n'ont pas dissimulé leurs liens solides avec le patronat ni leur caractère pro-impérialiste.

C'est pourquoi, ils ont été balayés par les travailleurs et le peuple, par les élections ou par les luttes dans la rue. Ils ont été remplacés par des dirigeants et des partis avec un passé de lutte, comme Gutiérrez en Equateur, Lula et le PT au Brésil ou Tabaré et les Tupamaros en Uruguay. Mais les espoirs de changement ont été rapidement frustrés. Les nouveaux gouvernements mènent une politique de bradage égale ou pire à celle de leurs prédécesseurs. Les leaders et les partis de ces nouveaux gouvernements ont mis leur prestige et leur popularité, au service de cette tâche. Parfois ils deviennent clairement

pro-impérialistes même avant d'arriver au gouvernement, comme c'est le cas d'Evo Morales, candidat présidentiel du MAS bolivien, qui a déjà annoncé que, s'il gagne, il respectera les contrats de bradage du gaz et qu'il signera le TLC andin avec les Etats-Unis.

Ainsi, les gouvernements, les présidents et les partis se succèdent, soit par voie électorale, soit renversés par la lutte populaire, mais les nouveaux gouvernements et présidents apparaissent comme des "clones" des précédents dans leur politique de bradage à l'impérialisme. Ils ne s'en distinguent guère dans leur rôle de "vice-roi" et d'"administrateurs coloniaux du bradage".

Le pire exemple de ce rôle de "vice-roi", et de cette politique de soumission à l'impérialisme, est apparu en pleine lumière, lorsque plusieurs présidents d'Amérique Latine (Lula, Kirchner et Tabaré) ont formé un "bras armé auxiliaire" de l'impérialisme yankee en envoyant des troupes pour occuper Haïti. Dans ce pays, un contingent de 1.200 soldats brésiliens dirige une armée, baptisée hypocritement "troupes de paix de l'ONU", aux côtés de soldats argentins et uruguayens. Les informations provenant d'Haïti dénoncent cette mascarade de mission de "paix" : comme n'importe quelle armée d'occupation, ces troupes répriment et violent les droits de l'homme du peuple haïtien. Nous devons exiger leur retrait immédiat !

La conclusion que nous devons tirer du rôle des gouvernements d'Amérique Latine est claire. Il est impossible de combattre l'impérialisme en Amérique Latine sans combattre aussi ses agents sur le continent : les gouvernements de la démocratie coloniale et les bourgeoisies nationales qui soutiennent le pillage. La lutte contre Bush passe aussi, nécessairement, par la lutte contre Lula, Kirchner, Tabaré, Rodriguez, Palacio, Lagos, Toledo...

Les bases militaires

Bush et l'impérialisme sont conscients que la lutte des peuples d'Amérique Latine a souvent rompu les garde-fous, a su renverser des gouvernements (en Bolivie, en Equateur et en Argentine) et ne peut que s'amplifier dans le futur. C'est pourquoi, sa première réponse face aux luttes et aux processus révolutionnaires a été d'insister pour que les gouvernements d'Amérique Latine augmentent la "répression institutionnelle" des luttes et la "criminalisation" de la protestation sociale. Cela a été le cas en 2001, avec Mahuad en Equateur, avec de la Rúa en Argentine, et en 2003, avec Sánchez de Lozada en Bolivie. Ce n'est pas un hasard si en Argentine et en Bolivie, la répression a fait des dizaines de morts.

Mais cette politique impérialiste, jusqu'à présent, est mise en échec par la lutte des masses d'Amérique Latine. Loin d'obtenir le renforcement des institutions et des gouvernements, cette politique se solde par une liste interminable de présidents renversés par les masses. Le triomphe que le peuple vénézuélien a remporté contre les putschistes, qui ont essayé de renverser Chavez en 2002, va dans le même sens.

C'est pourquoi, tandis qu'ils louvoient au milieu des luttes populaires, Bush et l'impérialisme yankee se préparent à des confrontations plus dures. De là, l'installation de bases militaires nord-américaines dans plusieurs pays et la réalisation d'entraînements communs, terrestres et navals, avec les troupes latino-américaines (avec par exemple, l'Opération *Unitas*). Parmi ces bases militaires, on peut citer : Tres Esquinas, Larandia et Leguizamo (Colombie), Manta (Equateur), Iquitos et Nanay (Pérou), Soto Cano (Honduras), Comolapa (El Salvador), Canal de Panama, Vieques (Port Riche), Reina Beatriz (Aruba), Guantánamo (Cuba) et celle que l'impérialisme britannique maintient aux Malouines.

La dernière "perle" de ce collier militaire est la base de Mariscal Estigarribia, un petit hameau de 3.000 habitants, dans le Chaco paraguayen, près de la frontière avec la Bolivie. Cette base a été construite il y a plusieurs années, et dotée d'une infrastructure capable d'accueillir 16.000 effectifs militaires ; son aéroport permet le décollage et l'atterrissage d'engins qui peuvent transporter d'importants contingents de troupes et du matériel de guerre lourd.

Selon plusieurs agences de presse, la base fonctionnait déjà de manière "semi-clandestine" avec 500 *marines* nord-américains. La nouveauté est que, cette année, le Congrès National a approuvé la Résolution 503, qui autorise l'entrée, la permanence et le libre transit de troupes yankees en territoire paraguayen, et les soldats jouiront "d'une immunité complète" par rapport à leur activité dans le pays. Par sa capacité, cette base sera l'enclave militaire nord-américaine la plus importante dans le Cône Sud, une région qui a été un des épicycles des processus révolutionnaires d'Amérique Latine et dans laquelle, jusqu'à présent, les Etats-Unis ne disposaient pas de bases propres. Nous devons nous battre pour empêcher cette invasion impérialiste !

Le pouvoir de Bush s'affaiblit

Bush s'embourbe en Irak

Tous les faits récents montrent qu'en réalité, au-delà de ses fanfaronnades, le pouvoir de Bush s'affaiblit en Irak. Il a utilisé l'excuse des attentats du 11 septembre 2001 pour lancer une offensive politique et militaire afin d'obtenir un contrôle plus important du monde, ce qui c'est traduit par l'invasion en Afghanistan et en Irak. En même temps, aux Etats-Unis, il a essayé de restreindre les libertés démocratiques et a augmenté les attaques contre la sécurité sociale, la santé et l'éducation publique. Mais cette offensive a échoué sur tous les fronts.

En Irak, pour commencer, la victoire militaire de départ, apparemment facile, s'est transformée en un véritable bourbier dans lequel l'impérialisme yankee s'enfonce de plus en plus. L'héroïque résistance militaire et de masse du peuple irakien est

devenue une véritable guerre de libération nationale contre les occupants. Malgré les tentatives pour les diviser, la lutte montre, dans son ensemble, l'unité de fait des sunnites et d'une majorité du peuple chi'ite.

Cette lutte met de plus en plus en échec l'occupation impérialiste et elle fait échouer, un à un, les différents plans de Bush pour dominer le pays. D'abord, ce fut la tentative de placer des gouvernements dirigés directement par des agents ou des collaborateurs de la CIA, comme Chalabi et Alawi. Ensuite, il y a eu les élections frauduleuses, qui visaient à légaliser un gouvernement soutenu par la hiérarchie religieuse chi'ite et la bourgeoisie kurde. Finalement, il y a eu le plan de division du pays en régions, selon les influences ethniques et religieuses (chi'ites, sunnites et kurdes), à travers la "nouvelle constitution" dont Condoleeza Rice annonçait l'approbation, avant même qu'elle ne soit votée.

Face à cette situation de plus en plus difficile, les troupes impérialistes utilisent des méthodes chaque fois plus cruelles pour soutenir l'occupation : les attaques et les génocides contre la population, les détentions massives, les tortures et les meurtres dans les prisons, les attentats camouflés contre des populations civiles. Les occupants cherchent ainsi à accentuer les confrontations entre religions, mais, jusqu'à présent, ils ne parviennent pas à inverser la situation. Au contraire, tandis que la résistance augmente et reçoit chaque fois plus de soutien, la crise des troupes d'occupation s'accroît, avec une augmentation des déserteurs et des objecteurs de conscience.

Bush et l'impérialisme yankee se trouvent donc dans un véritable borbier. Se retirer maintenant de l'Irak, cela signifierait admettre une défaite très grave, menacerait les plans de domination de la région et ouvrirait un grave précédent d'impuissance qui stimulerait la lutte des peuples du monde entier. D'autre part, pour avancer dans le contrôle du pays, l'occupant aurait besoin d'augmenter l'actuel contingent de 150.000 soldats pour 500.000, au moins, ce qui est totalement impossible par rapport aux conditions politiques actuelles à l'intérieur des Etats-Unis (voir l'article). Et même en Afghanistan, où la situation paraissait contrôlée, il y a eu une augmentation et une recrudescence des actions de la résistance dirigée par les Talibans.

Le "fantôme du Vietnam", où l'armée yankee a été mise en échec en 1975, plane sur l'Irak et sur la tête de Bush. La résistance irakienne est devenue une référence pour tous les combattants du monde, en montrant qu'il est possible de s'opposer à l'impérialisme yankee "tout-puissant" et marquer des points contre lui. Ce possible triomphe sera aussi le nôtre. C'est pourquoi, **pour tous les travailleurs et tous les peuples du monde, c'est à la fois une nécessité et un devoir de soutenir la résistance irakienne, pour qu'ait lieu, dans ce pays, une nouvelle défaite de l'impérialisme.**

Des problèmes "à la maison"

Cette situation difficile en Irak a des répercussions de plus en plus fortes au sein des Etats-Unis. Le plus significatif, c'est le **développement croissant du mouvement contre la guerre, qui exige le retour immédiat des troupes**. Sous ce mot d'ordre, plus de 150.000 personnes ont manifesté le 24 septembre, à Washington. Cela a été la mobilisation la plus grande des dernières années aux Etats-Unis, une mobilisation numériquement supérieure à celles qui avaient eu lieu à l'époque du Vietnam, après une quantité comparable de mois de guerre. Cindy Sheehan, la mère célèbre d'un soldat mort en Irak, qui avait campé face au ranch texan de Bush, était en tête du cortège, et est devenue une figure à la portée nationale.

Le mouvement grandit de jour en jour chez les jeunes, dans les high-schools et les universités ; ainsi, des groupes organisent des piquets contre les recruteurs militaires qui se rendent dans les écoles et les universités pour embrigader de nouveaux soldats. Parfois il y a des affrontements avec la milice privée des institutions éducatives, comme cela a été le cas récemment dans le Holyoke Community College, dans l'état de Massachusetts.

D'autre part, **la grève tenace des 18.000 travailleurs de l'usine d'avions Boeing**, qui exigeaient une augmentation des salaires et des améliorations pour la retraite et l'assurance maladie, s'est soldée par un triomphe, ce qui pourrait annoncer un retour sur le devant de la scène de la classe ouvrière américaine, après plusieurs années de reflux des luttes.

En outre, il y a aussi **une crise au sommet de l'état**. Le Sénat a voté par ample majorité "*des restrictions au traitement des prisonniers de guerre*" (un euphémisme pour désigner les tortures), malgré sa majorité républicaine et en dépit des consignes de Bush. Ce vote n'aura aucun effet concret mais il constitue, indubitablement, un revers politique important pour Bush. En outre, l'ex-chef républicain de la Chambre des Députés, Tom Delay, fidèle allié de Bush, est accusé de corruption et de fraude pour le détournement de fonds électoraux, tandis que le chef républicain du Sénat, Bill Frist, est sous le coup d'une enquête, pour des transactions boursières illicites. Enfin, Bush lui-même pourrait être atteint par l'enquête impliquant une personne qui a divulgué à la presse le nom d'un agent de la CIA (une infraction grave aux Etats-Unis). La divulgation du nom de l'agent serait une vengeance contre le mari de l'agent en question, un ambassadeur, qui avait révélé les mensonges de Bush sur les hypothétiques armes nucléaires de Saddam pour justifier l'invasion en Irak. Cette enquête a déjà éclaboussé Karl Rove, le principal conseiller politique de Bush.

L'ouragan Katrina

Comme si cela ne suffisait pas, l'ouragan Katrina a montré que "le roi était nu", coûtant malheureusement la vie à de nombreuses victimes et infligeant des souffrances sans précédent à la population noire et pauvre de New-Orleans. Malgré toute sa technologie, le pays le plus puissant du monde n'a pas pu prévoir ni atténuer les conséquences de l'ouragan. Pire encore, on savait que la digue protectrice de la ville ne supporterait pas un ouragan de cette force, mais on n'a pas fait les investissements nécessaires pour la consolider. Une fois la catastrophe produite, l'arrivée de l'aide a pris des jours et beaucoup de gens ont rappelé que les avions et les hélicoptères militaires nécessaires "étaient en Irak" et non aux Etats-Unis.

Finalement, quand l'"aide militaire" est arrivée, c'était pour réprimer les survivants souffrants et affamés, et non pour alléger leurs peines. Le racisme manifesté par le gouvernement et les soldats, la plupart des blancs, contre les habitants pauvres et noirs, était tellement évident que même la célèbre présentatrice de Télévision, Oprah Winphrey l'a dénoncé.

L'intervention face à l'ouragan Katrina n'a fait qu'accroître la chute du soutien à Bush (qui est déjà au dessous des 40% de la population et qui n'atteint pas 2 % parmi les noirs), et du soutien à la guerre en Irak (qui atteint à peine les 35%). Nous pouvons donc tirer deux conclusions. La première, c'est que **Bush est affaibli et que c'est un bon moment pour le combattre**. La seconde, c'est que **le meilleur chemin pour le mettre en échec est d'unir la lutte des peuples en Amérique Latine et en Irak avec celle des travailleurs et du peuple nord-américains, notamment avec les secteurs les plus exploités et les plus opprimés, les noirs et les latinos**.

Le 17 octobre : Journée Internationale

Le 17 octobre a eu lieu la journée internationale pour la Nationalisation des Hydrocarbures et des Ressources Naturelles, contre les privatisations, convoquée par la Rencontre de la Paz, d'août 2005. Au moment où nous fermons ce numéro, voici les informations dont nous disposons :

Bolivie. Une mobilisation a eu lieu depuis El Alto jusqu'au centre de La Paz, comptant sur la participation de quelques 3.000 personnes ; ont eu lieu aussi des manifestations plus petites à Cochabamba et Sucre. Y ont participé : la COB, le COD-La Paz, le COR-El Alto, des secteurs de la FEJUVE, la Fédération de Mineurs, l'Association de Parents des Victimes d'Octobre 2003, l'UPEA, les travailleurs de l'UMSA et d'autres syndicats. La seule organisation politique présente a été le MST (organisation bolivienne de la LIT-QI). Pour ce qui est de l'anniversaire de la chute de Sánchez de Lozada et de la répression qui l'a précédée, l'exigence de jugement et du châtiment de Goñi et de ses ministres y occupait une place importante. A la fin de la marche, sur la place San Francisco, un drapeau yankee a été brûlé.

Brésil. Les travailleurs pétroliers ont fait une grève de 24 heures pour protester contre les nouvelles zones d'exploitation bradées à des entreprises étrangères, et pour leur campagne salariale. La grève, convoquée par la FUP, avait été proposée par BASE (Blocque Alternatif Syndical de Gauche), groupement d'opposition au syndicat et membre de CONLUTAS. Ce mouvement a paralysé totalement la plupart des raffineries, des champs pétroliers et des bureaux de la Petrobras dans le pays.

Equateur. A Quito a eu lieu une Rencontre dans la salle Demetrio Aguilera de la Maison de la Culture, avec les mots d'ordre proposés par la Rencontre de La Paz. Les 22,23 et 24 octobre aura lieu un Forum Pétrolier auquel participeront les organisations sociales des Provinces amazoniennes Sucumbios et Orellana, qui ont fait grève le mois d'août contre l'Occidental Petroleum .

Pérou. A Lima, il y a eu un piquet face au Congrès de la République, avec la participation d'organisations et de dirigeants syndicaux et populaires (CGTP Lambayeque, FENTAP, Syndicat des Travailleurs du Lait UPA, Front de Défense Chilca, Fédération des Peuples Jeunes Chimbote, PPJJ de Lambayeque, enseignants universitaires, SITRAMUN, Association El Sol Naciente de la Victoria, Sans-emploi Sedapal, Travailleurs du Pouvoir Judiciaire, ainsi que les organisations politiques FIS, AIT, PT et le PST (LIT-QI). Par la suite a eu lieu une réunion de rapport et de coordination dans le local de la Fédération Nationale d'Eau Potable (FENTAP). Une note de soutien a été envoyée au Congrès de la FENTAP (qui lutte contre la privatisation de l'eau), ainsi qu'une salutation à la COB et à la FSTMB boliviennes.

Venezuela. Il y avait deux activités au programme. Une activité s'est déroulée à Puerto La Cruz, convoquée par le courant syndical pétrolier Option Classiste, et une autre dans la région des Montagnes de Perilla (Etat de Zulia) convoquée par les secteurs qui luttent contre des projets miniers de la compagnie du Vale do Río Doce (établie au Brésil mais de capitaux japonais et américains). Ces projets touchent des milliers de petits agriculteurs ainsi que l'approvisionnement en eau de la ville de Maracaibo. Ces secteurs avaient déjà fait une mobilisation de 2.000 personnes à Caracas, en avril de cette année.

Bush hors de l'Amérique Latine !	3
Les Vice-rois	4
Les bases militaires.....	5
Le pouvoir de Bush s'affaiblit	5
Le 17 octobre : Journée Internationale.....	7